



Munich Personal RePEc Archive

**Togo - 2018. In: Adetula, V. et al.
(eds.), Africa Yearbook – Politics,
economy and society South of the Sahara
in 2018. Leiden Boston : Brill, vol. 15,
2019 : 179-188**

Kohnert, Dirk

Institute of African Affairs, GIGA-Hamburg

1 February 2019

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/96970/>
MPRA Paper No. 96970, posted 13 Nov 2019 14:54 UTC

Togo – 2018

Politique intérieure, affaires étrangères, développement socio-économique

Dirk Kohnert ¹



Togo – l'élections législatives de 2018

Source: Aklassou-Gana Kossi, alias [Donisen Donald](#),
caricaturiste du [Togo](#)

Résumé: Tout au long de l'année, les élections législatives controversées ont dominé le paysage politique. D'énormes manifestations antigouvernementales réclamaient en vain une alternance politique. Les élections législatives du 20 décembre 2018, boycottées par les principaux partis de l'opposition, ont permis une victoire facile du parti au pouvoir, sans toutefois obtenir la majorité requise pour un amendement constitutionnel. Par conséquent, le Premier ministre et son cabinet ont été remplacés. Les élections locales, cruciales pour la démocratisation à la base, mais reportées à plusieurs reprises depuis 1987, ont été à nouveau reportées en décembre 2018 sine die. La croissance économique est restée stable à environ 5% par an. Les investissements publics dans les infrastructures (routes, ports, etc.) et l'augmentation de la productivité agricole, notamment des cultures d'exportation, ont été les principaux moteurs de la croissance économique. En outre, le blanchiment d'argent, les transferts d'argent illégal et le trafic se sont multipliés de manière alarmante. Le chômage et l'absence de changement politique ont provoqué une migration croissante.

Abstract: Throughout the year the controversial legislative elections dominated the political landscape. Huge anti-government demonstrations that called in vain for political alternance. The legislative elections of 20 December 2018, boycotted by the major opposition parties, resulted in an easy victory of the ruling party, however without the expected constitutional amendment majority. Therefore, the prime minister and his cabinet were replaced. The local elections, crucial for democratization at the grass-roots, but postponed time and again since 1987, were again postponed in December 2018 sine die. Economic growth remained stable at about 5% per annum. Public investment in infrastructure (e. g. roads, harbour) and increases in agricultural productivity, notably of export crops, had been the key drivers of economic growth. Moreover, money-laundering, illegal money transfers and trafficking grew alarmingly. Unemployment and lacking political change caused increasing migration.

Mots-clés: [Togo](#), l'[Afrique de l'Ouest](#), politique intérieure, affaires étrangères, développement socio-économique, [gouvernance](#), [APD](#)

Codes Jel: A14, F35, N97, O17, O55, Z13

¹ Expert associé de [l'Institut des Affaires Africaines](#), [GIGA-Hambourg](#).

La politique intérieure

Le gouvernement a fait avancer son projet de réformes institutionnelles et d'élections pour assurer la position du clan [Ganssingbé](#) au pouvoir. Il proposait un dialogue politique qui avait débuté dans la capitale le 19 février. En tant que mesure de confiance visant à faciliter le dialogue politique, le gouvernement a libéré 30 manifestants de l'opposition sur 90 emprisonnés le 20 février.

Toutefois, l'opposition a poursuivi sa campagne en faveur d'un changement politique. Selon un sondage représentatif de l'[Afrobaromètre](#) publié en 2018, 75% des répondants ont affirmé que la démocratie serait la meilleure de toutes les formes de gouvernement, contre seulement 8% qui pensaient qu'un gouvernement non-démocratique serait préférable dans «certaines conditions». Cependant, 47% des personnes interrogées ont affirmé que les dernières présidentielles de 2015 n'étaient ni libres ni transparentes ou avaient des fautes majeures. Seulement 13% des personnes interrogées (2017-2018) se sentaient «entièrement libres» de dire ce qu'ils pensaient, et 26% «assez libres». Néanmoins, 54% pensent que leur liberté personnelle d'exprimer leur point de vue s'est accrue au cours des dernières années. Pourtant, 80% ont confirmé qu'ils souhaitaient pouvoir adhérer à n'importe quelle organisation - même à celles qui s'opposaient à la politique gouvernementale - que le gouvernement l'ait approuvée ou non. Dernier point, mais non le moindre, 87% des personnes interrogées ont «convenu» ou «fortement d'accord» qu'il devrait exister une limite de deux mandats au mandat présidentiel (qui n'est pas en vigueur).

Hormis le sondage l'Afrobaromètre, aucun sondage d'opinion indépendant n'a été mené au [Togo](#). Cependant, il y avait des preuves anecdotiques supplémentaires convaincantes que les gens veulent vraiment un système démocratique. Ce désir n'exprime toutefois pas tant une **approbation réfléchie et éclairée des principes et procédures démocratiques** que le désir profond de changement et de rétablissement d'une limite aux mandats présidentiels, que le défunt chef de l'État, [Gnassingbé Eyadéma](#), avait aboli en 2002 par un amendement illégitime à la [Constitution](#) de 1992.

Outre le rétablissement de la limite rétroactive de la présidence à deux mandats, l'opposition a appelé à la révision du système majoritaire uninominal du Togo (introduit par la loi électorale de 2009, qui offre au titulaire un avantage confortable par rapport à ses concurrents), la tenue d'élections locales et le réajustement des circonscriptions électorales. L'[Alliance nationale pour le changement](#) (ANC) d'opposition a rappelé son expérience décevante des élections législatives de 2007, au cours desquelles l'opposition avait été vaincue, alors qu'elle avait obtenu de loin le plus grand nombre de voix, soit 1,2 m, contre 0,9 m pour le parti au pouvoir. Cependant, en raison de la configuration des circonscriptions électorales (communes) en faveur du parti au pouvoir à cette époque et de la répartition des sièges au parlement par commune, le parti au pouvoir avait néanmoins obtenu une large majorité au parlement.

Le 12 juin, la [Cour constitutionnelle](#) a contraint la [Commission électorale nationale](#) (CENI) à organiser des élections locales avant la fin de 2018. Le gouvernement a alors fixé la date des élections locales au 16 décembre 2018, ainsi qu'un référendum sur la révision de la constitution, tel que proposé par le gouvernement. Cependant, en décembre, les élections locales et le référendum ont été annulés sans préavis, sans motif officiel.

Les **manifestations antigouvernementales** violemment réprimées par les services de sécurité se sont poursuivies à grande échelle. Selon un rapport intégré de la [LTDH](#) publié le 30 juillet 2018, les violences liées aux manifestations du 19 août 2017 au 20 juillet 2018 ont fait 22 morts, 941 blessés, dont 202 par balles et 472 arrestations dans tout le pays. 53 des personnes arrêtées étaient toujours en détention en juillet. Lors d'une manifestation antigouvernementale du 8 décembre 2018, deux autres manifestants, dont un enfant, ont été abattus à [Lomé](#), dans le quartier d'Agoè, par une unité spéciale d'intervention de la gendarmerie togolaise ([l'Unité spéciale d'intervention de la gendarmerie](#), USIG) créée pour lutter contre le terrorisme et le banditisme. Deux jours plus tard, un autre manifestant a été abattu à [Sokodé](#), l'une des places-fortes de l'opposition au centre du Togo, et un quatrième a été battu à mort et incendié par les forces de sécurité. Le gouvernement avait auparavant interdit toutes les manifestations de l'opposition qui avaient appelé à un boycott du processus électoral en raison d'irrégularités flagrantes.

Le 22 novembre 2018, la **Conférence des évêques** a réitéré ses préoccupations et a averti qu'une organisation des prochaines élections législatives (20 décembre) sans réformes préalables pourrait entraîner un regain de violence. Le 4 décembre 2018, les Églises évangélique, presbytérienne et méthodiste du Togo ont demandé le report de quelques mois des élections, dénonçant les « conditions non-consensuelles » dans lesquelles se déroulerait le scrutin. Le 7 décembre, **l'organisation musulmane togolaise a emboîté le pas**, toutes deux en vain.

Peu de temps avant le début officiel de la **campagne électorale** (le 4 décembre) pour les élections législatives, le *C14*, un front commun des 14 partis d'opposition les plus importants créés en août 2017, a appelé à un boycott des élections en raison du processus électoral biaisé. Cependant, le gouvernement a poursuivi ses préparatifs, notamment en organisant des ateliers de formation pour le haut commandement des régions et des préfectures de la force de sécurité électorale (Force sécurité élections, FOSE-2108). Selon la feuille de route proposée par la [CEDEAO](#) en juillet 2018, cette force était composée de 8.000 forces spéciales chargées de sécuriser les élections. Pour les élections législatives du 20 décembre, 856 candidats de 12 partis politiques et 18 listes de candidats indépendants ont été enregistrés par la CENI du 9 au 19 novembre.

Les [élections législatives](#) se sont tenues le 20 décembre 2018. Initialement prévues pour juillet, ils avaient été reportés jusqu'à ce que le groupe de médiation de la CEDEAO approuve le plan du gouvernement pour le scrutin du 20 décembre. Compte tenu du boycott des élections par le principal groupe d'opposition du *C14*, à la suite du refus du président d'annuler ses propositions de réformes constitutionnelles lui permettant de briguer un troisième et, éventuellement, un quatrième mandat consécutif en 2020, le parti au pouvoir a gagné victoire, bien qu'elle n'ait pas obtenu la majorité nécessaire pour modifier la constitution (les quatre cinquièmes des 91 sièges) comme espéré. Selon les résultats officiels, confirmés par la Cour constitutionnelle le 31 décembre 2018, le parti au pouvoir Union pour la République ([UNIR](#)) a remporté 59 des 91 sièges au parlement, soit un peu moins que lors de la précédente élection parlementaires de 2013 (61 sur 91), bien que les principaux partis d'opposition aient appelé au boycott des urnes. Le parti de coalition UFC ([Union des forces de changement](#)) qui n'avait pas participé au boycott du *C14* a remporté 7 sièges, le parti oppositionnel [Nouvel Engagement Togolaise](#) (NET) 3. Le reste était divisé

entre des partis d'opposition mineurs, le [MPDD](#) (Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement) (2 sièges) et le PDP ([Partie Démocratique Panafricaine](#)) (1 siège) ainsi qu'un nombre relativement élevé (18) de candidats indépendants. Selon la commission électorale nationale [CENI](#), le taux de participation était de 59,25%, soit 1.869.717 électeurs sur 3.155.837 inscrits, avec 118.607 votes blancs ou nuls.

Résultats des législatives togolaises de 2018

Parti		Votes	%	Sièges	+/-
Union pour la république	UNIR			59	▼ 3
Union des forces de changement	UFC			7	▲ 4
Nouvel engagement togolais	NET			3	▲ 3
Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement	MPDD			2	Nv
Parti des démocrates panafricains	PDP			1	►
Mouvement des républicains centristes	MRC			1	▲ 1
Convergence patriotique panafricaine	CPP			0	►
Union des nationalistes pour le travail	UNT			0	Nv
Afrique togo écologie	ATE			0	Nv
Parti pour la démocratie et le renouveau	PDR			0	Nv
Cercle des leaders émergent	CLE			0	Nv
Listes indépendantes				18	▲ 17
Votes valides		1 751 110	93,66		
Votes blancs et nuls		118 607	6,34		
Total		1 869 717	100	91	►
Abstention		1 286 120	40,75		
Inscrits / participation		3 155 837	59,25		

Source: [Élections législatives togolaises de 2018](#) (Wikipedia)

Les **91 députés** de [l'Assemblée nationale](#) ont été élus à la représentation proportionnelle à scrutin fermé sur 30 circonscriptions plurinominales comptant de deux à dix sièges. Les sièges ont été attribués selon la méthode de la moyenne la plus élevée.

Alors que les principaux donateurs comme [l'UE](#) et la France n'ont pas participé à **l'observation internationale d'élections** en raison des conditions-cadres contestées, [l'UA](#) et la [CEDEAO](#) ont participé. Ils ont félicité le gouvernement pour la conduite pacifique des élections, qu'ils ont reconnues libres et transparentes. En outre, la CEDEAO a pris note de la déclaration du gouvernement d'organiser des élections locales, prévues pour le 16 décembre, mais reportées sine die pour 2019. Parallèlement, la CEDEAO a mis fin à sa mission de facilitation lors de sa 54. session des chefs d'État à Abuja le 22 décembre 2018.

Les **élections locales**, qui avaient été maintes fois reportées depuis 1987, ont été reportées sine die, bien qu'elles aient été considérées comme essentielles pour la démocratisation à la base, tant par l'opposition que par la communauté internationale des donateurs. Cependant, déjà en début d'année, le 27 janvier 2018, la **loi sur la décentralisation** et les libertés locales de 2007 avait été modifiée pour faire référence à la loi sur la création de communes de 2017, afin de réglementer le processus de décentralisation. La loi codifiait notamment le nombre de conseillers par commune, préfecture et région et la limitation du mandat des conseillers locaux à deux au maximum. Le 26 janvier 2018, deux nouveaux préfets ont été nommés dans les préfectures d'Agoè-Nyivé et de Golfe, un autre à Oti-Sud le 3 août. À la fin

de l'année (le 28 décembre), le Parlement a complimenté la loi sur les communes de 2017 pour augmenter le nombre de communes dans la préfecture de Doufelgou de deux à trois.

Une **vague de désertions** sans précédent au début de 2018 a alarmé le commandement des [forces armées togolaises](#) (FAT) et le gouvernement. Environ 40 officiers et rangs ordinaires de différentes forces de sécurité ont quitté leur poste. Six d'entre eux appartenaient à la [Gendarmerie nationale](#), sous le commandement du colonel Yotrofei Massina, un secrétaire notoire du régime de Gnassingbé, accusé de torture en 2012 par la Commission nationale des droits de l'homme ([CNDH](#)). À ces défections s'ajoutent six désertions et des demandes de départ de quatre officiers qui avaient pourtant été refusées par la hiérarchie militaire dès 2017. Trois autres militaires se sont suicidés en avril et juin 2018, un phénomène à peine inconnu à ce jour. Le demi-frère du président et ancien ministre de la Défense, [Kpatcha Gnassingbé](#), qui purgeait une longue peine d'emprisonnement depuis 2009 en raison d'une prétendue [tentative de coup d'État](#), a été hospitalisé en mai 2018 en raison d'une maladie grave. Toutefois, il n'a pas été libéré.

Parce que le président n'avait apparemment toujours pas de contrôle durable des services secrets (Agence Nationale des Renseignements, ANR) et de l'armée, il s'est efforcé de **restructurer le haut commandement des services de sécurité**. Mi-octobre 2018, il remplace le chef de l'ANR, colonel Koulemaga Kassawa, par le colonel [Ali Ezzo Tchakpélé](#). Tchakpélé est un [Kabyé](#) de [Kara](#), formé à l'école de formation des officiers (Efofat) de [Pya](#) (village proche de Kara), patrie et centre spirituel du clan Gnassingbé. Ainsi, [Faure Gnassingbé](#) a poursuivi la politique héritée de son père, [Eyadéma](#), visant à garantir aux postes de confiance des services de sécurité des personnes de confiance appartenant au même groupe ethnique et à l'origine locale. Néanmoins, il gère toujours lui-même le portefeuille de la défense, par crainte de tentatives de coup d'État.

Un autre pilier du régime, [Félix Abalo Kadanga](#), beau-frère du président, qui, selon un rapport confidentiel de l'ONU, aurait été impliqué dans plusieurs atrocités commises lors du processus électoral de 2005, est devenu le nouveau chef du personnel de la FAT. Il avait dirigé la répression des manifestations de l'opposition en 2017 dans tout le pays et avait été promu au rang de général en avril 2018. Cela renforçait la réputation douteuse du commandement des services de sécurité en général, en ce qui concerne par exemple le fait que le garde du corps présidentiel aurait été formé par [Benjamin Yeaten](#), un commandant militaire libérien et un criminel de guerre recherché sur le plan international, selon Wikipedia.

Le lien entre la **corruption, le blanchiment d'argent et le trafic de drogue** suscitait de vives préoccupations, le Togo devenant un pays de transit pour toutes les formes de trafic. Le niveau élevé de [flux financiers illicites](#) (FFI), fortement corrélé au blanchiment d'argent, a suscité l'inquiétude de la communauté internationale des donateurs. Le FFI provenait principalement de l'évasion fiscale commerciale, du trafic de factures dans le commerce international et des prix de transfert abusifs, des activités criminelles telles que le trafic de drogue, des transactions illégales d'armes, la contrebande, la corruption active et la conclusion de fonctionnaires corrompus. En comparaison, le FFI représentait près de 500% des recettes fiscales. Cela place le Togo au deuxième rang mondial. En ce qui concerne les dépenses dans les domaines de l'éducation et de la santé, l'FFI représenterait respectivement 243,9% et 1.088% des taux, que place le Togo au premier rang mondial, selon l'ONG internationale [Global Financial Integrity](#) (2018) et [l'ANCE-Togo](#), 2018.

La [contrebande d'ivoire](#) d'Afrique vers le [Viêtnam](#) et la [Chine](#) est un autre domaine du commerce illicite. Selon une enquête scientifique publiée le 19 septembre 2018, le commerce est dominé par trois cartels criminels, l'un basé à Lomé, qui coordonne l'envoi d'ivoire pour l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Les deux autres cartels étaient situés en Afrique orientale, à [Mombasa](#) et à [Entebbe](#).

Parce que les lois existantes contre le [blanchiment d'argent](#), promulguées en juillet 2007 par le Parlement n'avaient apparemment que peu d'effet, le Parlement a adopté à l'unanimité un projet de loi complémentaire sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans les États membres de la [CEDEAO](#), le 24 avril 2018. Il vise à renforcer la capacité d'intervention de l'unité de traitement de l'information financière nationale (CENFI) créée en 2008 et à empêcher l'utilisation de réseaux financiers et économiques pour le recyclage illégal de fonds. Il vise à rendre la législation togolaise conforme aux normes de [l'UEMOA](#) et du GAFI ([Groupe d'action financière](#)). La Commission anti-corruption (Haute autorité de lutte contre la corruption et les infractions assimilées, HAPLUCIA), chargée de prévenir et d'enquêter sur la corruption, était déjà opérationnelle en 2017. Pourtant, du moins en ce qui concerne la gestion des dépenses, le score du Togo sur le contrôle perçu de la corruption était encore inférieur à la moyenne de ses collègues membres de l'UEMOA en 2017, bien que la performance semble s'être améliorée ces dernières années, selon l'évaluation du [FMI](#) de décembre 2018.

L'un des principaux membres d'un réseau de trafiquants de [cocaïne](#) proche des plus hautes sphères du régime à Lomé, emprisonné en 2018, était, selon les révélations des services secrets français d'août 2018, le colonel Neyo Takounadi, officier de la FAT, promu peu avant par le chef de l'Etat pour devenir chef de l'état-major général du président. Auparavant, il avait été directeur de la police nationale.

En outre, le quotidien français *Le Monde* a publié en avril 2018 des informations sur un autre **scandale de corruption**. Apparemment, le clan Gnassingbé a été interrogé par la justice française dans le cadre de l'affaire Bolloré. Le célèbre magnat français [Vincent Bolloré](#), membre éminent de [Françafrique](#), réseau néocolonial d'élites politiques et commerciales en France et en Afrique francophone, était soupçonné d'avoir obtenu des concessions portuaires à Lomé et à [Conakry](#) (Guinée) grâce à des services sous-facturés (800.000 € pour seulement 100.000 €) fournis par l'agence de publicité internationale Havas (jusqu'en 2017, une dépendance de Bolloré à 60%, puis vendus à Vivendi) pour aider à faire élire les présidents africains, y compris [Faure Gnassingbé](#) en 2010. Apparemment, l'argent illicite avait été utilisé dans la campagne électorale de Faure Gnassingbé pour les présidentielles de 2010. L'accord serait en échange de la concession de la construction d'un troisième terminal à conteneurs du port de Lomé par Africa Bolloré Logistics. De plus, environ un an plus tard, un demi-frère du chef de l'Etat, [Patrick Kodjovi Senam Bolouvi](#), a été promu au poste de directeur de [Havas Média](#) Togo en juillet 2011. Le fils de Bolloré, Yannick, est président et chef de la direction de Havas, en avril 2018, il est également devenu président de Vivendi.

Un **nouveau code foncier** a été adopté le 5 juin 2018 dans le but de simplifier les transactions foncières, de gérer plusieurs enregistrements d'un même terrain, de construire dans des zones inondables et de lutter contre la spéculation foncière et l'expropriation. En outre, le code foncier était destiné à réconcilier les lois traditionnelles et modernes dans une

loi promouvant l'égalité des femmes et des hommes. Enfin, le code devait restreindre [l'accaparement des terres](#) qui menaçait 25.000 ha au Togo, dont 53 cas de contrats de location ou d'acquisition de terrains à grande échelle qui ont pris de l'ampleur (Forum national sur l'accompagnement des terres, FOPADESC 2018).

Cependant, en général, le **système judiciaire** manque de ressources pour mettre en œuvre ces mesures et il est fortement influencé par la présidence. Par conséquent, les indices des droits de propriété, de l'intégrité du gouvernement et de l'efficacité judiciaire ont tous été réduits à 32,7, 31,4 et 28,2 points (sur 100) selon [indice de liberté économique](#) de 2018 de la [Fondation Heritage](#).

Le 3 novembre 2018, l'Assemblée générale des **magistrats togolais** à [Soutouboua](#) a créé sa propre association, [l'Union syndicale des magistrats du Togo](#) (USYMAT), présidée par Adamou Békéti. Une vive controverse sur les réseaux sociaux en août avait précédé la naissance de l'USYMAT. Il a été créé pour surmonter la léthargie des deux organisations professionnelles existantes, ([l'Association Professionnelle des Magistrats du Togo](#) (APMT), proche du régime au pouvoir) et [l'Association nationale des magistrats \(ANM\)](#), supposément proche de l'opposition). L'USYMAT avait pour objectif de revitaliser la corporation des juges et de mieux défendre leurs intérêts matériels et moraux. Apparemment, il ne faisait guère confiance au fonctionnement indépendant du [Conseil supérieur de la magistrature \(CSM\)](#), officiellement chargé de gérer la discipline et la carrière des magistrats. Les membres du CSM sont élus pour un mandat de quatre ans. Le 5ème mandat du CSM a pris ses fonctions le 23 octobre 2015. Les prochaines élections auront lieu au plus tard à la fin du mois de juillet 2019. Le CSM a été sévèrement critiqué par les juges eux-mêmes, car la nomination de leurs membres, ainsi que leur promotion et leurs attributions, étaient apparemment dominées par le même «réseau de financement politique» qui dominait toutes les institutions publiques du Togo : *« Mais les Magistrats sont conscients que la moindre affirmation d'indépendance de leur part se fait sanctionner par les affectations et l'absence de promotion. En effet, le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) est un organe sous grande influence politique. Les membres sont très proches du pouvoir. C'est cet organe qui fait et défait les grands magistrats. »* (Dourma, 2017 : 478).

Le ministère des Affaires territoriales (MTA) a continué d'organiser des réunions avec des chefs religieux et des communautés afin de discuter d'un projet de loi en suspens concernant la **liberté de religion**. Le gouvernement n'a approuvé aucune inscription en attente ni de nouvelles demandes, car beaucoup de ces groupes exacerbent les tensions en encourageant l'intolérance, l'orientation commerciale et des attitudes extrêmement conservatrices, y compris l'incorporation d'éléments sinistres des systèmes de croyances traditionnelles, tels que la chasse aux sorcières. Il en va de même pour les quelques écoles coraniques du pays dirigées par des imams radicaux. La cohabitation religieuse a été perturbée pour la première fois en juillet et août 2018 lorsque quatre mosquées de la banlieue de Lomé ont été pillées par des inconnus. La conférence des évêques de l'Église catholique ainsi que de [l'Union des musulmans](#), des organisations de la société civile et le gouvernement ont unanimement condamné cette profanation.

Dans le classement 2018 du « [Freedom in the World](#) » de [Freedom House](#), le statut général du Togo est resté «en partie libre» comme au cours des deux années précédentes. Toutefois, dans l'indice de démocratie 2017 de [l'Economist Intelligence Unit](#) (publié le 31

janvier 2018), le Togo a été rétrogradé du rang 130 (3,32 sur 10 points) à le rang 142 (2017; 3,05) sur 167 pays, principalement en raison de son empiétement sur la liberté des médias, allant jusqu'à la fermeture d'Internet en gros, et classée comme un «régime autoritaire» comme auparavant. Néanmoins, selon le [World Happiness Report](#) de l'ONU de 2018, le peuple togolais comptait au premier rang des gagnants du «bonheur», où le Togo (1,2 point) était le principal gain du pays depuis 2008-2010 par rapport à 2015-2017. Dans le World Happiness Report 2015, il figurait au rang des pays les moins bien classés. Aujourd'hui, il occupe la 17e place, soit 139 sur 156 pays évalués.

Les affaires étrangères

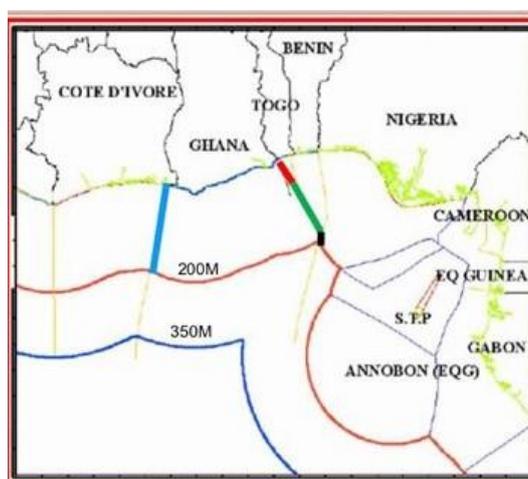
Alors que les principaux donateurs, tels que l'UE et la France, n'ont pas participé à [l'observation internationale des élections](#) législatives de décembre en raison des conditions-cadre contestées, l'UA, la CEDEAO, le [Conseil de l'Entente et la Communauté des États sahélo-sahariens \(CEN-SAD\)](#) ont participé. Ils ont félicité le gouvernement pour la conduite pacifique des élections, qu'ils ont reconnues libres et transparentes. En outre, la [CEDEAO](#) a pris note de la déclaration du gouvernement d'organiser des élections locales, prévues pour le 16 décembre, mais reportées sine die pour 2019. Parallèlement, la CEDEAO a mis fin à sa mission de facilitation lors de sa 54. session des chefs d'État à Abuja le 22 décembre 2018. Selon la [CENI](#), 3.418 observateurs électoraux, dont 3.215 nationaux et 203 observateurs internationaux ont suivi les élections, alors que 850 candidats se sont inscrits dans 8.498 bureaux de vote répartis dans tout le pays.

Du 17 au 21 mars 2018, les dirigeants africains ont tenu un sommet extraordinaire à [Kigali](#) (Rwanda) pour créer une [zone de libre-échange continentale africaine](#) (ZLECA, AfCFTA en anglais). Au total, 44 des 55 membres de l'UA ont signé l'accord, 47 ont signé la Déclaration complémentaire de Kigali et 30 le Protocole sur la libre circulation. Le Togo a signé les trois accords. Le 1er juillet 2018, cinq autres pays, dont l'Afrique du Sud, ont porté le nombre total de signataires à 49. L'Accord envisage de créer un marché libre pour les 55 États africains comptant plus d'un milliard d'habitants. Les membres doivent supprimer les droits de douane sur 90% des biens, ce qui permet un libre accès aux produits, biens et services sur l'ensemble du continent. Selon les estimations de la [Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique](#) (CEA), l'accord dynamisera le commerce intra-africain de 52% d'ici à 2022. Toutefois, l'impact de l'accord restera incertain tant que le Nigeria refusera de signer parce qu'il veut protéger son industrie naissante.

Le Togo reste tributaire de **l'aide au développement**, même si l'aide publique au développement nette reçue (en millions dollars américains) a considérablement diminué au cours des dernières décennies, passant de 258,2 en 1990 à 165,0 en 2017 (WDI, 2018). L'Europe (UE, France, Allemagne) est de loin le principal fournisseur d'aide au développement, à l'exception de la **Chine**.

La **coopération sino-togolaise** au cours des dernières années a notamment porté sur des projets d'infrastructure, tels que le [stade de Kégué](#) à Lomé, le nouvel aéroport international de Lomé, le nouveau bâtiment du parlement au nord de Lomé (inauguré le 14 juin 2018), la grande voie de contournement reliant le port de Lomé directement à la frontière ghanéenne à Noépé. Le port en eau profonde de Lomé est un «point d'ancrage» dans l'ambitieuse

initiative [ceinture et route de la Chine](#) en Afrique de l'Ouest. En outre, la Chine a prévu la construction d'un complexe de télévision moderne pour la télévision publique togolaise (TVT) et Radio Lomé. La construction controversée du barrage hydroélectrique conjoint Adjarala Bénin-Togolais sur le [Mono](#) à la frontière commune, contractée par la société chinoise [Sinohydro](#) et financée par des crédits de la [China Eximbank](#) d'un montant de 551,08 millions de dollars US, bloquée en 2016 en raison de problèmes financiers, a continué. Le 11 septembre 2018, le Fonds de développement Chine-Afrique ([Fonds CAD](#)) a confirmé une nouvelle fois son engagement à poursuivre le financement du projet. Le démarrage du projet a été reporté à 2020. Il était destiné à augmenter considérablement la production d'électricité de 147 mégawatts. Cependant, les impacts environnementaux, économiques et sociaux sur la population locale étaient une préoccupation. Environ 21.000 personnes seront touchées des deux côtés de la frontière, dont 12.000 personnes ou 1.800 ménages au Togo. Le plan d'action stratégique quinquennal du gouvernement pour le secteur de l'électricité pour la période 2018-2022, à hauteur de 668 milliards F CFA (1,2 milliards USD), vise à tripler la capacité de production du Togo (161 MW). Outre le barrage d'Adjarala, le plan prévoit la construction de trois centrales hydroélectriques d'une capacité totale de 64,1 MW. La centrale la plus importante est celle de [Sarakawa](#), dans le nord du Togo, pour un coût total estimé à 39,6 milliards de francs CFA, et la centrale hydroélectrique de Titira (proche de [Kandé](#) au Nord du Togo, 36,2 milliards de francs CFA) située sur le [fleuve Kéran](#), d'une capacité de 24 MW. Cependant, comme le réservoir de ce dernier sera au [Bénin](#), le projet nécessitera une coordination étroite avec les autorités béninoises. La troisième usine sera construite sur le fleuve [Mono](#) à Kpessi (proche de [Ogou](#), Plateaux), d'une capacité de 15,9 MW et d'un coût de 28,6 milliards de FCFA. Parmi les autres projets de production prévus figurent la construction en deux phases d'une centrale solaire photovoltaïque de 50 MW (32,5 milliards de FCFA), la construction d'une centrale thermique de 65 MW (52 milliards de F CFA), ainsi qu'une capacité thermique supplémentaire de 50 MW et d'un coût de 40 milliards CFA. Plus de la moitié de l'investissement total devrait aller à de nouvelles capacités de production, tandis que près de 25% (155 milliards de FCFA) seront affectés à de nouvelles lignes de transport et de distribution, en particulier dans la région du Grand Lomé. Un autre montant de 67 millions de francs CFA sera consacré à la distribution de systèmes solaires domestiques dans les zones rurales, dans le cadre d'un programme en coopération avec BBOXX (voir ci-dessous).



[Gas& oil block – Togo, Benin](#) ; source : [Graphic.com.gh](#) ,

En octobre 2018, le Togo et le Bénin ont déposé conjointement à l'ONU une demande d'extension de leur [plateau continental](#) respectif de 200 à 350 milles marins, après que leurs informations préliminaires de 2009 aient été étayées par des données scientifiques étayant la demande. Cette extension avait pour contexte la disponibilité récente d'informations plus détaillées sur les richesses de la mer au-delà des ressources de pêche, notamment des ressources minérales (pétrole, gaz, etc.).

Lomé a contribué à la Mission internationale d'appui au Mali ([AFISMA](#)) dirigée par l'Afrique, organisée par la [CEDEAO](#) contre la **menace croissante d'organisations terroristes islamistes** dans le nord du [Mali](#), ainsi qu'à la [MINUSMA](#) (Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali), correspondant à la résolution 2164 du 25 juin 2014 du Conseil de sécurité. Du 15 au 18 mai 2018, le Togo a participé à une opération antiterroriste commune de 2.902 forces de sécurité du [Burkina Faso](#), du [Bénin](#), du [Ghana](#) et du [Togo](#) contre le banditisme et la criminalité transfrontalière dans la région frontalière. Au total, 200 personnes ont été arrêtées, dont la plupart (95) au Togo.

Le développement socio-économique

Le Togo appartient toujours aux pays à faible revenu avec un revenu par habitant de 995 USD ou moins (WDI 2018). Cependant, la **croissance économique** est restée forte à environ 5%, tirée par les investissements dans les infrastructures et le secteur-clé du ciment et du clinker. **L'inflation** est inférieure à 2% depuis 2012 (lorsqu'elle dépassait 3% par an). La hausse des prix à la consommation est restée faible en raison de la forte baisse des prix des produits frais et des produits énergétiques. Toutefois, en raison d'une croissance relativement forte qui maintient les pressions inflationnistes du côté de la demande et d'une hausse des prix mondiaux des produits alimentaires en 2020, l'inflation importée reste inférieure au critère de convergence de [l'UEMOA](#), qui peut aller jusqu'à 3%. (fourchette estimée de 0,5% en 2018 à 0,3% en 2019 et à 0,2% en 2020 (FMI, 2018). Le taux d'inflation devrait rester modéré au cours des prochaines années en raison de l'ancrage monétaire du [F CFA](#) au € et des subventions gouvernementales sur les prix des carburants.

De plus, la croissance n'était pas inclusive. La **pauvreté** est restée à un niveau élevé, avec 55,1% de la population vivant en dessous du [seuil de pauvreté](#) en 2017 (AEO, 2018; RNB par habitant de 1.620 \$, PPP-2017), bien que le taux de pauvreté ait diminué depuis 2011 (59%; QUIBB 2015). Toutefois, selon les derniers chiffres disponibles, l'ampleur et la gravité de la pauvreté se sont aggravées, environ 80% de la population risquant maintenant de tomber sous le seuil de pauvreté. Le taux d'extrême pauvreté (49,2%) au Togo était presque le double de celui du [Ghana](#) (25,2%). Le [Fonds national pour la finance inclusive](#) (FNFI), créé en 2014, a déboursé environ 134 millions de dollars en crédits au cours des quatre années de son existence pour les groupes cibles, à savoir les pauvres et les personnes à faible revenu. Cependant, à compter de 2019, le FNFI devra s'appuyer sur des partenariats public-privé, car le gouvernement a décidé de mettre fin au financement.

Pourtant, la **dette publique**, y compris celle des entreprises du secteur public, est passée de 44,5% du PIB à la fin de 2011 à environ 76,9% du PIB à la fin de 2017 (EIU, 2018), ce qui était supérieur au plafond de la dette publique de [l'UEMOA](#) (70% du PIB). Le FMI était particulièrement préoccupé par le fait que la Chine surchargeait le Togo d'une dette

insoutenable par ses grands projets d'infrastructure. En 2018, le Premier ministre chinois, M. Xi, a donc annoncé une annulation partielle de la dette. Le gouvernement visait à ramener la dette publique à 70% du PIB d'ici fin 2019 en réduisant les investissements en capital financés uniquement par la dette publique et en s'appuyant davantage sur des partenariats avec le secteur privé. La dette publique du Togo avait déjà commencé à diminuer en 2017 (contre 81,3% à la fin de 2016) et fin 2018, le Togo harmonisait déjà sa gestion budgétaire avec les normes de la [CEDEAO](#). Cependant, son plan, visant à ramener la dette publique à moins de 38% du PIB d'ici à 2025 était irréaliste compte tenu des tensions politiques actuelles et de la lenteur des progrès en matière d'amélioration du climat des affaires, qui empêchent d'attirer suffisamment d'[IDE](#). Invité par le FMI, le gouvernement a accepté de se recentrer sur les dépenses d'infrastructure financées de manière durable et sur des programmes sociaux ciblés, tels que le [Programme d'action de développement communautaire \(PUDC\)](#) et le [Programme d'appui aux populations vulnérables \(PAPV\)](#), à intégrer au programme [Plan de développement national](#) (PND, 2018-2022). Des taux de croissance économique prometteurs de 5,5% en moyenne (2015 à 2018, FMI 2015) devraient se poursuivre jusqu'en 2021 en raison des avantages de l'amélioration des infrastructures de transport et des gains de productivité dans le secteur agricole. Le secteur agricole représentait 47,6% du PNB en 2015 et emploie la moitié de la population économiquement active du Togo. Le rôle du secteur privé dans la croissance économique a été éclipsé par l'inégalité croissante entre les individus et les régions ainsi que par la **dégradation de l'environnement, qui a plus que compensé la croissance économique** (voir Environnement). Globalement, l'économie et le budget de l'État demeurent instables et sujets aux chocs extérieurs.

Le déficit élevé du [compte de transactions courantes](#) diminuera progressivement, passant d'environ 7,8% du PIB en 2018 à 5,4% du PIB en 2020, sous l'effet de la hausse des exportations de biens, soutenue par des investissements en infrastructures destinés à améliorer l'accès au marché et une demande extérieure, relativement forte (EUI-4.2018). Le déficit extérieur courant sera financé par une combinaison d'investissements directs étrangers et de prêts extérieurs, principalement à des conditions concessionnelles.

Le nouveau **budget pour 2019** a été adopté comme d'habitude au Parlement à la fin de 2018 (17 novembre). Avec un total de 1.461 milliards de F CFA (2.227 millions de USD), il représente une augmentation de 11,5% par rapport au budget de 2018. 45% du budget était consacré aux dépenses de santé et d'éducation. La dette publique devrait atteindre 67,5% à fin 2019, contre 72% en septembre 2018. Les recettes budgétaires devraient augmenter de 49,1 milliards F CFA en 2019, contre 832 milliards en 2018. Les dépenses budgétaires ont été fixes à 895 milliards de F CFA, soit 25,6 milliards de moins qu'en 2018.

Les députés de l'opposition ont boycotté le vote en bloc en raison de la crise politique. À l'occasion de la présentation du budget au parlement, l'opposition s'est encore plainte de l'impunité vis-à-vis de la fraude fiscale, de la mauvaise gestion de sociétés parapubliques telles que Togo Telecom, SNPT, le port autonome de Lomé et les deux banques d'État, etc.

En juin 2018, la mise en œuvre de la deuxième Facilité élargie de crédit (FEC, du FMI) a été jugée «globalement satisfaisante». Le [Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté \(DSRP\)](#) a été mis en œuvre en 2014. Il constitue la base de la Stratégie togolaise pour la croissance accélérée et la promotion de l'emploi (SCAPE) pour 2013-2017. Le [Plan](#)

[de développement national](#) (NPD; 2018-2022) qui remplace le SCAPE vise à stimuler la croissance en faisant du port en eau profonde du Togo un centre logistique international, en créant des emplois, en transformant le secteur agricole, en soutenant les industries extractives et en encourageant la fabrication. Un autre objectif, faire de Lomé un centre financier dynamique, s'appuiera sur la présence du siège de plusieurs groupes régionaux de banques et d'assurances et sur le développement de l'économie numérique.

Le **chômage et le sous-emploi** sont restés l'un des problèmes socioéconomiques les plus graves. Environ 85% de la population en âge de travailler est active et environ 33% est sous-employée (2018), tandis que le chômage des jeunes est un problème majeur dans les centres urbains. Le gouvernement a tenté de contrecarrer cette tendance avec un succès limité en introduisant en 2011 un programme destiné au chômage des jeunes arrivés en fin de scolarité. PROVONAT (Programme de Promotion du Volontariat au Togo), soutenu par le PNUD, a été transféré en juin 2014 à [l'Agence nationale de Volontariat au Togo](#) (ANVT). Depuis 2011, plus de 43.000 candidats ont été enregistrés. Au total, 15.921 volontaires ont participé aux programmes, dont 34% de femmes. 4.538 volontaires démobilisés ont été intégrés dans la vie active de plus de 900 structures d'accueil (ANVT, février 2018).

Compte tenu des faibles perspectives d'emploi, **un nombre croissant de jeunes ont migré**, la plupart d'entre eux dans des pays voisins, d'autres ont essayé d'entrer dans l'UE. On trouve de nombreux Togolais qualifiés en Europe, mais aussi dans les pays voisins d'Afrique de l'Ouest. L'absence de bonne gouvernance, notamment le refus de l'élite dirigeante de transférer le pouvoir politique, constitue toujours le principal obstacle au développement. Un projet de «[Terre des Hommes](#)» a enregistré environ 7 millions d'enfants migrants dans le corridor [Côte d'Ivoire](#), [Ghana](#), [Togo](#), [Bénin](#) et [Nigeria](#), dont environ un million d'enfants togolais, comme l'a révélé une conférence sur la migration des enfants à Lomé le 8 novembre 2018.

Les [envois de fonds](#) de la [diaspora togolaise](#) (estimée à 2 millions de personnes) jouent un rôle important dans le développement. Les envois de fonds ont régulièrement augmenté, passant de 34 millions USD en 2000, 337 millions en 2010, à 402 millions en 2017 (WDI, 2018). Les envois de fonds constituent la principale source de flux financiers internationaux vers l'Afrique depuis 2010, représentant en moyenne environ un tiers des entrées de fonds extérieures. Ils représentent la source de flux financiers la plus stable (AEO, 2018).

L'appel du FMI à la **privatisation** des deux dernières banques d'État, la Banque du commerce et de l'industrie (BTCI) et l'Union des banques togolaises (UTB), à laquelle le gouvernement s'était opposé pendant des années, a finalement été entendu par l'Assemblée nationale le 16 novembre 2018, en autorisant la privatisation. Selon le FMI, d'autres actions sont nécessaires pour remédier aux vulnérabilités d'autres banques.

Cependant, les **petites et moyennes entreprises** (PME) ont bénéficié de l'aide du [Fonds africain de garantie](#) (AF West Africa), qui s'est déclaré en juillet 2018 pour aider les PME à accéder à des crédits bancaires d'un montant de 150 millions de dollars US pour les cinq prochaines années, en fournissant 75 millions de dollars américains de garanties aux banques et autres institutions financières du Togo. De plus, [l'Association professionnelle des systèmes financiers décentralisés au Togo](#) (APSFD-Togo) a été créée en août 2018 dans le but d'aider le gouvernement à mettre fin à la pratique du micro-financement illégal. Les

tontines mutuelles comptaient environ 2,4 millions de bénéficiaires à fin juin 2018 (BCEAO, 2018). Ces bénéficiaires comprenaient 660.000 femmes et 86.000 entrepreneurs du secteur formel (APIM, 2015; AFD 2016; AEO-Togo, 2016; aucune mise à jour disponible). Dans le système de microfinance, épargne et crédit, l'épargne totale s'élève à 249 millions de dollars et les crédits à environ 207 millions de dollars, soit 12% de l'épargne collectée par l'ensemble des institutions financières. Selon un rapport de la [BCEAO](#) publié le 31 mars 2018, l'encours des dépôts avoisine les 200 milliards de FCFA, soit près du double du volume du [Bénin](#) avoisinant. Par rapport à 2017, les dépôts de microfinance ont augmenté de 10% et les crédits de 10%. Le système comprenait environ 200 initiatives de microfinance officielles, avec environ 500 points de service dans tout le pays.

Le plus grand de ces réseaux est l'organisation « [Faîtière des unités coopératives d'épargne et de crédit du Togo](#) » (FUCEC Togo) et l'organisation « [Femmes et associations pour un gain à la fois économique et social](#) » (WAGES), qui représentait environ 70% du marché. En septembre 2018, [Financière Africaine de Micro-Projets](#) (FINAM), première société anonyme de microfinance créée en 2015, a lancé la première édition de sa campagne de 1.000 microprojets pour lutter contre le chômage des jeunes. Ceux-ci peuvent bénéficier, sans dépôts préalables, mais avec de simples garanties des membres de FINAM, de prêts allant jusqu'à 600.000 FCFA pour la réalisation de leurs microprojets.

La **production de phosphate** est restée la principale source de recettes en devises. La Société Nouvelle des Phosphates du Togo (SNPT), une entreprise publique-privée (détenue à 60% par l'État et à 40% par des intérêts privés), a apparemment sous-performé en raison d'une corruption à grande échelle. Le Dr Thomas Koumou, consultant indépendant, qui avait enquêté sur l'affaire, a estimé la perte de recettes du trésor public togolais à 215 milliards de francs CFA (371 millions de dollars) entre 2005 et 2010, selon des informations communiquées par l'ONG Business Intelligence (« Veille Économique ») en janvier 2018. Selon les révélations du [African Investigative Publishing Collective](#) (aipc, Accra) en 2017, la production de phosphate était administrée de manière informelle directement à partir des bureaux du président Gnassingbé par la famille maroco-israélienne de [Raphael Ederly](#), qui a collaboré sous les ordres directs du président avec son fils Liron, qui résidait au siège du SNPT à Paris. Les preuves suggèrent que cet arrangement spécial était susceptible de soutenir la corruption. En 2016 et 2017, par exemple, près de 90% des phosphates du Togo avaient été achetés 20% au-dessous des prix du marché mondial à 100 USD par tonne par des «clients privilégiés», à savoir la famille d'expéditeurs indiens Gupta-Kalyan. Ashok Gupta faisait déjà l'objet d'une enquête de la police fédérale australienne dans une autre affaire de corruption de politiciens en échange de ressources en phosphate. En 2018, la société locale TFC a obtenu trois licences d'exploration supplémentaires pour du phosphate à Kara, dans le nord du Togo.

La croissance industrielle en 2019-2020 sera soutenue par la construction, y compris la construction liée au barrage d'Adjarala, ainsi que par la production de clinker et de phosphate. Les services bénéficieront de l'expansion du port et de l'aéroport, et la croissance relativement forte de partenaires commerciaux clés, tels que le [Niger](#) et le [Burkina Faso](#) soutiendra également l'activité économique au Togo (EIU-4.2018).

En juillet 2018, le gouvernement a conclu un contrat avec l'entreprise anglaise [Bboxx](#) pour la fourniture de 300.000 kits solaires domestiques destinés à être distribués dans les zones

rurales au cours des cinq prochaines années dans le cadre du [CIZO](#) (éclairer, en langue locale, le mina) à un coût estimé à environ 117 millions de dollars US (voir Q13.19). De ce fait, le taux d'électrification dans les zones rurales devait passer de 6% actuellement à 35% en 2022. Le gouvernement devait fournir environ 15 millions de dollars US, et 102,5 millions de dollars US devront être obtenus auprès d'investisseurs privés, c'est-à-dire qu'ils seront vendus sur un modèle en utilisant des solutions de paiement populaires par téléphone mobile, par la vente des kits via des [paiements mobiles](#) (PAYGO). Les 10.000 premiers kits seront livrés dans les zones rurales au cours de la prochaine année, avec l'aide d'un financement initial d'environ 1 million de dollars du [Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique](#) (SEFA), un fonds fiduciaire multi-donateurs administré par la [Banque africaine de développement](#). Le projet CIZO au Togo a pour objectif de répondre à 50% des besoins en électricité grâce à l'énergie solaire d'ici 2030. Fin 2018, BBOXX avait fourni de l'électricité à 26.000 Togolais et ouvert 20 magasins. L'Union européenne (UE) a ajouté entre 20 et 25 millions d'euros de capital via la BAD à la mi-octobre. L'un des objectifs était d'installer des systèmes d'énergie solaire résidentiels hors réseau dans 550.000 ménages togolais d'ici à 2030. Le gouvernement devait fournir environ 15 millions de dollars US, et 102,5 millions US \$ devront être mobilisés auprès d'investisseurs privés, c'est-à-dire pour pouvoir être vendus sur un modèle de paiement à l'utilisation utilisant des solutions de paiement mobiles populaires, par la vente des kits via des paiements mobiles (PAYGO). Au cours de la phase pilote, les 10.000 premiers kits seront livrés dans les zones rurales au cours de la prochaine année. Ils seront soutenus par le financement initial d'environ 1 million de dollars du Fonds pour l'énergie durable pour l'Afrique (SEFA), un fonds fiduciaire multi-donateurs administré par la Banque africaine de développement.

L'internet et les téléphones mobiles sont largement utilisés par les [réseaux sociaux](#) et sont devenus de plus en plus un facteur politique influençant les élections et mobilisant les électeurs potentiels. Le taux de pénétration des utilisateurs de téléphones mobiles a augmenté de 700% au cours des cinq dernières années de 2013 à 2018, avec environ 73% de la population utilisant un téléphone mobile en 2016 (HDR 2018). Selon les dernières données disponibles (2017; WB, mise à jour: 27 sept. 2018), 79,77% des Togolais avaient un abonnement à la téléphonie mobile et 17% utilisaient l'internet mobile (2017), un taux de pénétration bien inférieur à la moyenne africaine de 21 %. En juin 2017, les sociétés françaises Téolis et GVATogo-Vivendi ont obtenu des licences de fournisseurs de services Internet afin d'améliorer la faible performance de l'Internet togolais et de mettre fin au duopole de l'opérateur public Togo Telecom et de l'entreprise privée Café Informatique. Une infrastructure nationale à large bande avait déjà été mise en place pour relier les bâtiments publics à Lomé et à [Kara](#) (nord du Togo) par un réseau de fibres optiques de 250 km. Affoh Atcha Dedji, membre de la direction de l'UNIR et député de Tchamba, homme de main de [Faure Gnassingbé](#), a été nommé directeur général de Togocom, un nouvel organe formé par la fusion de Togo Télécom et Togocel à la fin de l'année. Le Togocom appartenait alors à 100% à l'État, mais le 15 novembre 2018, le Parlement a décidé d'ouvrir les trois filiales, TOGOInfraCom, TOGOServiceCom et TOGOInstalCom, en faveur d'un partenariat public-privé à la fin du mois de mars 2019. Le président de Togocom était un autre partisan de Faure Gnassingbé, le colonel Dokisime Gnama Latta, un [Kabyé](#) et ancien ministre de la Sécurité du cabinet (2012). Ainsi, le contrôle des canaux de communication électroniques est resté fermement entre les mains des sécuocrates du régime.

Le Togo est l'une des plus importantes **économies de transit** de l'Afrique de l'Ouest, avec le Bénin voisin. Le commerce est très important pour l'économie togolaise. La valeur combinée des exportations et des importations du commerce dit [entrepôt](#) (transit légal et, ensemble, réexportation / contrebande illégale combinées) représentait 105% du PIB (l'Indice de liberté économique Heritage 2018). Il s'agissait principalement de produits pétroliers (du Nigeria), de coton du Burkina Faso et de voitures d'occasion (d'Europe). Le commerce non officiel d'entrepôt a contribué à une culture de corruption et d'évasion fiscale. La liberté commerciale a obtenu de meilleurs résultats avec 67,2 points sur 100, comparée à une liberté d'investissement et financière de 65,0 et 30,0 respectivement, selon la base de données Index de la liberté économique du patrimoine de 2018.

La **liberté économique** globale a diminué de 5,4 points, avec une dégradation brutale de la santé budgétaire et de l'efficacité judiciaire. Le Togo a obtenu un score de 47,8 (53,6, 2016) sur 100 points et s'est classé au dernier rang parmi 168 économies sur 178 dans le monde et 41 (29, 2016) sur 46 économies en Afrique subsaharienne. Ainsi, le statut général du Togo est resté "essentiellement non libre".

[L'indice de la facilité de faire des affaires](#) de la Banque mondiale au Togo s'est peu amélioré au cours des dix dernières années. En 2009, le Togo était l'une des économies les moins performantes au 166ème rang sur 183 pays. En 2018, il s'est amélioré pour se classer au 156ème rang sur 190 pays (WB, 2018). Au cours des deux dernières années, il a même enregistré une légère détérioration pour le Togo du rang 154 (2017) à 156 (2018), tous deux bien en deçà de ses pairs dans la région [UEMOA](#) et de la moyenne subsaharienne. Comme dans le cas de cinq autres membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA / WAEMU en anglais), qui se classait également au dernier rang, l'environnement opérationnel politique et administratif du Togo constituait un obstacle à la croissance des investissements privés directs et des activités du secteur privé. L'amélioration la plus significative en 2016/17 est l'amélioration de l'accès du Togo aux informations de crédit grâce au lancement d'un nouveau bureau de crédit (WB, 2018). Des déficiences majeures dans l'enregistrement des propriétés (182ème sur 190), le paiement de l'impôt (173ème rang; impôts élevés et procédures douanières coûteuses), le respect des contrats (143ème rang) et la protection des investisseurs (146ème rang) ont freiné les IDE. Toutefois, au cours des dernières décennies, les **entrées nettes d'investissements directs étrangers (IDE) (BDP) (en millions de dollars) se sont régulièrement améliorées**, passant de 18 en 1990 à 146 en 2017.

L'allocation de [l'aide étrangère](#) est cruciale pour les investissements dans le pays avec une infrastructure négligée. La réglementation sur le marché du travail rend difficile la flexibilité dans la gestion du personnel, en particulier lors du démarrage d'une nouvelle entreprise. Le coût non-salarial de l'emploi des travailleurs est élevé, et il est presque impossible de dissoudre des contrats sans conséquences juridiques. En outre, les horaires de travail sont peu flexibles, comme le prévoit la loi. La **liberté économique**, telle que mesurée par [l'Indice de liberté économique](#) 2018 de la [Heritage Foundation](#), publiée en novembre 2017, a également diminué, passant du rang 137 (2016) à 144 (note: 67,2) des 183 pays étudiés. En bref, la liberté économique du Togo est également restée avec le statut général de «principalement non-libre».

Bibliographie ([hyperlinked](#))

- AfDB (2018): [Togo – African Economic Outlook](#). Abidjan: African Development Bank
- Afrobarometer (2017): [Résumé des Résultats 7ème Tour de l'Afrobaromètre Enquête au Togo, 2017](#). Accra
- Amnesty International (AI) (2018) : [Togo](#). Berlin, März 2018
- Batchana, Essohanam (2014): TOGO : Quels repères pour un pays en quête de son identité nationale (1958-2010). Sciences Humaines , Vol. 1, No 3 (2014), pp. 37 – 61
- Breuer, A et al. (2017) : [Decentralization in Togo. The Contribution of ICT-Based Participatory Development Approaches to Strengthening Local Governance](#). Bonn: DIE, Discussion Paper 6/2017
- CNDH (2018) : [Rapport d'activités - Exercice 2017](#). Lomé : Commission Nationale des Droits de L'Homme
- Damome, Étienne (2018): [Religions and media in Ghana and Togo](#). *Revue Francaise des Sciences de l'Information et de la Communication*. vol. 13, 2018
- Dourma, Narcisse Marwanga (2017): [L'indépendance de la Justice pénale au Togo aux prises avec les pesanteurs socio-politiques. Lomé : KAS African Law Study Library – Librairie Africaine d'Etudes Juridiques](#), vol. 4 (2017), No. 3, pp. 472-484
- Economist Intelligence Unit (2018): [Democracy Index 2017 – Free speech under attack](#). London: EIU
- FES (2018): Togo 2017. [Barometre des medias Africains. Première analyse locale du paysage médiatique en Afrique](#). Windhoek: Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
- Freedom House (2018): [Freedom in the world – Togo - 2018](#). Washington D.C.
- Heritage Foundation: 2018 Index of Economic Freedom (2018): [Togo](#). Washington DC
- [Ibrahim Index of African Governance \(IIAG\) 2018](#). London: Mo Ibrahim Foundation
- IMF (2018): [Togo – Country report](#). IMF Country Report No. 18/362, Washington D.C. December 2018
- Index of Economic Freedom - The Heritage Foundation - 2016. [Country Rankings](#). Togo
- Kohnert, Dirk (2019): [No change in sight - Togo's Political and Socio-Economic Development \(2017-2019\)](#) [Author's extended and up-dated version of 'BTI 2020 – Togo Country Report'], [MPRA-WP, No. 91534](#)
- LTDH (2018): [Togo : La répression et la torture contre le changement démocratique. 19 Août 2017-20 juillet 2018](#). Lomé: Ligue Togolaise des Droits de l'Homme
- Morency-Laflamme, Julien (2017): [A question of trust: military defection during regime crises in Benin and Togo](#), Democratization, DOI: 10.1080/13510347.2017.1375474
- National Assembly (2018): [Composition of the new parliament](#). Based on the 20 December legislative elections. Lomé, 26.12.19

PNUD/UNDP (2018): [Programme national d'appui à la décentralisation et à la mise en place des collectivités locales prenant en compte le développement institutionnel des collectivités locales et la formation des acteurs de la décentralisation](#). Lomé : UNDP, Notice de sélection pour le consultant. Date : 7 Novembre 2018

REDD+Togo (2018) : [Etude sur les causes et conséquences de la déforestation et la dégradation des forêts au Togo et identification des axes d'intervention appropriés](#). Lomé : République Togolaise, 30.03.2018

Transparency International (2018) :- [Corruption Perceptions Index 2017, Berlin : February 2018](#)

UNHRC (2017): [Outcome of the universal periodic review: Togo](#). New York: UN Decision adopted by the Human Rights Council on 16 March 2017. 34/101.A/HRC/DEC/34/101

United Nations: [World Happiness Report – 2016](#) UNODC (2013): [Transnational organized crime in West Africa: A threat assessment](#). Geneva: United Nations Office on Drugs and Crime, Febr. 2013

US-Department of State (2018): [Togo 2017 – International religious freedom report](#). Washington.

World Bank (2017):. [Economic Profile – 2017: Togo](#). Washington D.C.: World Bank

World Bank (2017): [Enterprise Survey – Togo country profile, 2016](#). Washington D.C.: World Bank

World Bank (2017): [Togo energy sector support and investment project](#). Project appraisal report. Report No: PAD2304. Lomé

World Bank (2018): [Doing Business. Economy Profile of Togo](#). Doing Business 2018 Indicators

[World Database of Happiness \(2017\)](#). Ruut Veenhoven, Erasmus University Rotterdam, Happiness Economics Research Organization

Zusammenfassung: Während des ganzen Jahres dominierten die umstrittenen Parlamentswahlen die politische Diskussion. Andauernde große Demonstrationen gegen die Regierung forderten vergeblich einen Wechsel an der politischen Macht. Die Parlamentswahlen vom 20. Dezember 2018, die von den großen Oppositionsparteien boykottiert wurden, führten zum leichten Sieg der Regierungspartei, jedoch ohne die erwartete qualifizierte Mehrheit für eine Verfassungsänderung. Deshalb traten der Premierminister und sein Kabinett zurück. Die für die Demokratisierung an der Basis entscheidenden Kommunalwahlen, die seit 1987 immer wieder verschoben wurden, wurden im Dezember 2018 erneut auf unbestimmte Zeit verschoben. Das Wirtschaftswachstum blieb stabil bei etwa 5% pro Jahr. Öffentliche Investitionen in die Infrastruktur (z. B. Straßen, Häfen) und die Steigerung der landwirtschaftlichen Produktivität, insbesondere von Exportkulturen, waren die Haupttreiber des Wirtschaftswachstums. Darüber hinaus nahmen Geldwäsche, illegale Geldüberweisungen und Menschenhandel alarmierend zu. Arbeitslosigkeit und mangelnde politische Wende führten zu einer zunehmenden Migration.